

ANCIENNES PROPRIÉTÉS DES PIEDS-NOIRS

180 000 biens vacants transférés
à l'État depuis 2013

Le DG des Domaines assure que tous les biens des étrangers ayant quitté l'Algérie à l'indépendance sont déclarés «biens vacants» et que, par conséquent, ils sont une propriété de l'Etat.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Depuis 2013, 180 000 biens vacants ont été ainsi transférés à l'Etat, relève le responsable Mohamed Himour, invité du forum économie du quotidien *El Moudjahid*. Selon lui, avant cette date, des pieds-noirs usaient de divers artifices et profitant d'un vide juridique existant pour tenter de reprendre des biens qu'ils ont pourtant abandonnés à l'indépendance. Il souligne que certaines affaires portées devant la justice ont tourné en faveur de l'Etat algérien.

Par ailleurs, quelque 180 000 actes de concession par l'administration des Domaines de l'Etat au profit des exploitants agricoles ont été délivrés ces quatre dernières années, conformément aux dispositions de la loi du 15 août 2010 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat, a annoncé, hier, le DG des Domaines. Un chiffre qu'il qualifie d'exceptionnel, d'autant qu'auparavant, 70 000 actes de droit de jouissance perpétuelle ont été délivrés.

La conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession est établie par l'administration des Domaines au nom de chaque exploitant remplissant les conditions réglementaires.

Selon Mohamed Himour, la concession pour une durée de 40 ans renouvelable en remplacement du droit de jouissance perpétuelle sur les terres agricoles a été rendue nécessaire par les nombreux litiges enregistrés. «Ces litiges ont compromis la gestion optimale des terrains agricoles. La nouvelle loi établit un acte pour chaque exploitant quand bien même on est devant une exploitation collective d'une quinzaine de personnes», a expliqué l'invité d'*El Moudjahid*.

Selon la loi, sont exclues du bénéfice des dispositions les personnes ayant pris possession des terres agricoles ou ayant procédé à des transactions ou

acquis des droits de jouissance et/ou des biens superficiels en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ou ayant fait l'objet de déchéance prononcée par voie judiciaire ; dont les arrêtés d'attribution ont été annulés par les walis.

Par ailleurs, le DG des Domaines a indiqué que les nouvelles règles d'expropriation pour cause d'utilité publique ont donné un certain dynamisme et conduit à amplifier l'intervention de l'administration des Domaines et de la Conservation foncière. C'est ainsi que durant les 15 dernières années, l'admi-

nistration des Domaines est entrée dans une nouvelle ère et le rôle des Domaines s'est accru avec les projets conséquents lancés par les pouvoirs publics.

Les Domaines ont notamment joué un rôle-clé dans l'expropriation des terrains pour la réalisation des grands projets tels que l'autoroute Est-Ouest, les barrages, etc., et où cette institution, relevant de la tutelle du ministère des Finances, a procédé à l'évaluation des coûts et l'indemnisation des propriétaires terriens.

Dans ce cadre, Mohamed Himour se félicite que l'ensemble des personnes expropriées se soient dit satisfaites des montants qui leur ont été donnés.

Y. D.



Photo : NewPress

Mohamed Himour, DG des Domaines.

LE P-DG DE LA BEA AU SUJET DU SCANDALE PANAMA PAPERS :

«Je réfute toutes les assertions»

Hier, Loukal Mohamed, président-directeur général de la Banque extérieure d'Algérie a réagi à partir d'Oran quant à la citation de la BEA dans le scandale Panama Papers. «Je réfute toutes les assertions qui ont été rapportées concernant cette affaire, elle est clean, elle est réglementaire, elle obéit aux pratiques internationales usitées en matière de leasing financier international», déclare-t-il.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Pour le P-dg de la BEA, tout ce qui a été rapporté concernant cette affaire est sans fondement aucun. «C'est une affaire qui date de 1990 qui a été faite dans le cadre de montage d'une filiale de leasing avec le groupe El Baraka, qui a répondu à toutes les conditions de la réglementation nationale et internationale. Ils se trompent, il n'y a pas de société écran, l'offshore est une pratique internationale, le leasing financier international a son montage approprié. J'ai audité l'opération il n'y a ni préjudice financier, ni fuite de capitaux, ni évasion fiscale.»

Pourquoi dans ce cas, cette affaire «légale» est sortie en tant que scandale ? A cela il répond

«tout simplement ils l'ont falsifiée et mis au jour 26 ans après, alors que c'est une affaire clean. Dans les années 1990, nous étions étouffés, il fallait bien trouver des alternatives de financement, le leasing financier international a été une voie, personne ne voulait nous prêter». Et de conclure sur ce sujet «La BEA dérange par ses parts de marché, peut-être avec la dynamique que la BEA a pris sur l'emprunt obligataire, ils veulent nous épuiser. La rançon de la gloire, il faut bien la payer».

Le P-dg de la BEA a présidé, hier à l'hôtel Méridien, une rencontre d'information sur l'emprunt national pour la croissance économique. L'occasion de défendre l'emprunt obligataire, estimant que pour cette procédure, on ne doit pas se positionner par rapport à l'appréciation des uns et des autres mais par rapport aux chiffres. «Et les chiffres, dit-il, sont révélateurs d'un engouement, d'un intérêt de la part des épargnants, en ce sens que c'est l'un des emprunts les plus flexibles en termes d'utilisation, et le plus rémunéré en termes de rendement».

M. Loukal Mohamed estime que par le captage de la ressource, cette opération va permettre la poursuite de l'effort du développement. «On vise 4,80% de croissance, un taux qui nous permet de lutter contre l'inflation et permettra de

maintenir le pouvoir d'achat des citoyens et enfin d'absorber le chômage et d'assurer au pays le développement.»

La crainte de certains opérateurs économiques de se retrouver face au syndrome Khalifa Bank est exclu pour le P-dg qui considère qu'aujourd'hui l'élément confiance est totalement couvert par la garantie de l'Etat, «l'obligation qui est vendue aujourd'hui équivaut à de la monnaie qui est encaissée à certaines conditions, 3/5 ans. Il n'y a pas meilleure garantie que celle de l'Etat.»

Alors que ce jeudi, le ministre des Finances avait déclaré que les grandes villes n'avaient pas vraiment adhéré à cette opération du prêt obligataire, le P-dg de la BEA n'est pas d'accord et pour preuve dit-il «j'ai sillonné près de 36 wilayas et toutes se sont jointes à cette opération, moi je suis sur le terrain depuis le 3 mai et je sais de quoi je parle». Il indiquera que depuis le lancement de cette opération le 17 avril, «au niveau de la BEA nous avons atteint 35 milliards de dinars et ce chiffre ira à la hausse».

Concernant les dépôts de la communauté à l'étranger, ceci n'est pas exclu dira le P-dg, même si ça n'a pas encore commencé, ils peuvent adhérer en dinars précise-t-il.

A. B.

GRÈVE DES CHEMINOTS DE LA SNTF

Vers un dénouement de la crise ?

Une tentative de reprise de dialogue a été entamée hier en fin d'après-midi entre les différentes parties concernées par la grève de la SNTF, sous l'égide de la Fédération des travailleurs des chemins de fer. C'est le secrétaire général de ladite fédération, M. Albane Abdesselem, qui a fait état de cette information, exprimant son souhait que «la crise que traverse notre entreprise connaisse son dénouement dans les prochaines heures».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est la énième tentative de dénouement de la crise, qui sera au centre d'une négociation entre la direction générale de la SNTF et le collectif des syndicalistes représentant les conducteurs de train.

La réunion s'est tenue en fin d'après-midi au siège de la direction générale et en milieu d'après-midi aucune information n'a filtré de cette réunion tenue sous surveillance.

Le secrétaire général de la fédération des cheminots affiliée à l'UGTA, que nous avons rencontré hier au siège de la fédération, a émis le vœu que «la raison et la prise de responsabilité de toutes les parties soient de mise à même de régler définitivement ce problème

qui pénalise l'entreprise et qui risque même de compromettre son devenir à court terme». A ce propos, un appel adressé aux travailleurs et signé conjointement par le SG de la fédération et le directeur général de la SNTF, M. Bendjaballah Yacine, a fait l'objet d'une large diffusion et dans lequel, les deux parties ont demandé «aux travailleurs de se mobiliser autour de l'intérêt général de l'entreprise».

«La direction générale de la SNTF et la fédération nationale des cheminots réitérent une fois de plus leur disponibilité au dialogue serein pour solutionner tous les problèmes socioprofessionnels de l'ensemble du personnel de la SNTF.

Dans ce cadre, les deux parties



Le service minimum n'a pas été respecté.

ont convenu de confier le dossier de classification, très attendu par les cheminots, toutes catégories du personnel confondues, à un bureau d'étude externe qualifié en la matière qui devra procéder à l'examen et à la refonte de l'ensemble du tableau des filières en vigueur.

Le délai imparti à cette opération sera communiqué aux travailleurs dès que le bureau d'étude en question aura qualifié le volume de travail à réaliser», lit-on dans l'appel.

Pour rappel, les revendications

des grévistes, soit les tractionnaires (conducteurs de train), sont au nombre de cinq.

Il s'agit de «la classification du mécanicien en C3 au lieu de B3, la majoration des vendredis et jours fériés à 100%, l'application de la prime de nuit pour les trains circulant la nuit de 21h à 5h du matin comme prévu dans la convention de branche, la majoration de la PRK comme suit, soit 25% la matinée, 50% la soirée et 100% la nuit et la prime de surveillance pour la

rubrique 155». La grève qui a entamé dimanche sa seconde semaine a été marquée par une perturbation du trafic ferroviaire où même le service minimum est peu respecté. Le service minimum en question est assuré à raison de deux navettes par jour (aller-retour) exclusivement pour la banlieue est et ouest de la capitale.

Face à cette situation, les usagers n'ont pas d'autres solutions que de prendre d'assaut les différentes stations de bus. «Je me retrouve dans l'obligation de reprendre mon véhicule pour rentrer sur Alger. Les bus font le plein à toute heure», nous explique un abonné de la SNTF, rencontré au niveau de l'agence Agha.

Toutefois, selon M. Hamzaoui, responsable à la SNTF, le trafic est assuré à hauteur de 20% pour les lignes Alger-Thénia (10 voyages sur 50) et Alger-El-Affroun (12 voyages sur 60). «La grève illimitée prendra fin après la satisfaction de nos revendications», a soutenu pour sa part un syndicaliste, conducteur de train.

A. B.

Photo : Samir Sid